

L'hon. M. Pickersgill: Je crains qu'il puisse s'y trouver des communistes. En vérité, je serais fort surpris qu'un ou deux dans le lot ne soient pas communistes. Après tout, il y a déjà plus de 15,000 réfugiés hongrois ici maintenant. Ce sont des jeunes pour la plupart. Comme l'honorable député d'York-Humber le disait il y a quelques instants, ils ont été élevés et éduqués dans un pays qui n'est pas communiste, mais qui a un gouvernement communiste. Il serait bien étonnant qu'un ou deux communistes n'ait pas pu se glisser dans le lot de réfugiés. S'ils n'étaient pas venus au Canada, ils seraient probablement allés dans d'autres pays alliés ou ils seraient restés en Autriche. Une fois sortis de Hongrie, ils sont presque aussi dangereux pour la cause du monde libre où qu'ils soient.

D'après ce que nous avons pu constater, nous ne croyons pas qu'il y en ait un grand nombre. Ces réfugiés en avaient assez du communisme, ils en avaient soupé, si on me permet cette expression peu relevée. C'est pourquoi il y a eu la rébellion et pourquoi la plupart sont sortis du pays une fois la révolution mâtée. Je crois que la rééducation des jeunes, notamment, de ceux qui n'ont jamais connu autre chose que le régime communiste, nous pose un assez gros problème.

M. Herridge: Ils n'ont connu que le fascisme et le communisme.

L'hon. M. Pickersgill: Comme a dit l'honorable député, ils n'ont connu que le fascisme et le communisme, à l'exception de deux ans environ après la guerre, époque où ils ont eu un gouvernement relativement convenable. Cela est vrai pour les jeunes gens, mais il n'en va pas tout à fait de même pour les personnes plus âgées. Il est apparemment très difficile d'être élevé dans ce genre d'ambiance sans acquérir un grand nombre de notions qu'il faut par la suite corriger. Je suis sûr que tous les honorables députés, et, j'espère, la plupart de nos concitoyens, comprendront que nous devons être patients envers ces gens et les aider car je pense que la plupart d'entre eux vont devenir d'excellents Canadiens. Il n'en demeure pas moins qu'un bon nombre d'entre eux auront beaucoup de difficulté à s'adapter à leur nouveau mode de vie.

(Le crédit est adopté.)

Division des Affaires indiennes—

554. Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire, \$200,000.

M. Campbell: Je m'étais proposé, monsieur le président, de faire un long exposé lors de la présentation du budget principal des dépenses du ministre; mais il semble

maintenant que nous n'aurons pas l'occasion de discuter ces crédits durant la présente session.

L'hon. M. Harris: Vous pourriez alors réserver votre discours pour l'automne et le prononcer à l'occasion du budget principal des dépenses.

M. Herridge: Vous ferez alors de votre mieux pour l'empêcher de revenir le prononcer.

M. Campbell: Cela ne m'influencerait guère. Je trouve que ce problème est pressant et je ne vois pas pourquoi je devrais attendre jusqu'à l'automne pour en parler. Il a pris de telles proportions que tous les députés intéressés doivent voir à ce qu'on prenne aussi rapidement que possible des mesures à ce sujet. Je pense que les députés reconnaîtront, avant que je termine, que le problème appelle une étude approfondie.

L'an dernier, j'ai parlé de la question, disant que l'on avait réalisé certains progrès durant les deux années précédentes. J'ai félicité le prédécesseur du ministre actuel d'avoir fait un bon début. J'ai dit au ministre actuel que j'étais disposé à collaborer avec lui de toutes mes forces pour modifier la situation de ces gens. Cette offre vaut encore, et je n'ai pas encore conclu si le ministre est compétent.

Je crois qu'il a eu trop à faire ces quelques derniers mois pour accorder à son ministère autant d'attention que ce dernier aurait dû en recevoir. Avant de terminer, j'exprimerai l'avis que ce ministère devrait probablement être subdivisé de nouveau. Par exemple, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social s'occupe de la santé et du bien-être de nos Indiens. Je dirai plus tard que le ministre de l'Agriculture pourrait également être de quelque secours.

L'hon. M. Pickersgill: Il l'a déjà été.

M. Campbell: Je le répète, il se réalise un peu de progrès depuis quelques années, mais je n'en suis pas du tout satisfait. Bien qu'on ait fait des progrès dans certains domaines, nous avons perdu du terrain dans d'autres. Tel est le problème que je veux aborder cet après-midi.

J'ai été tout simplement étonné, monsieur le président, quand j'ai obtenu une réponse à une question faisant partie d'une série de quelque dix-huit questions que j'ai posées au début de janvier. Il s'agissait de la question n° 9, où je demandais quels secours on avait accordés aux Indiens de l'agence de Battleford en 1956. Je savais qu'on avait versé de fortes sommes au titre des secours, mais j'ai été tout simplement étonné d'apprendre ce montant, car l'agence de Battleford comprend environ 1,500 Indiens. C'est environ le chiffre